

il n'y a pas longtemps à Montréal, ne prétendant nullement me réclamer de la soi-disant aristocratie, je dirai, pour me servir d'une expression populaire, qu'on a donné au public, une chose sans valeur (un citron).

Qui a ruiné ces entreprises nationales? Le premier ministre intérimaire nous a dit ici même que le Transcontinental a été une horreur. Mais je le demande, qui a ruiné le Transcontinental? Vendredi soir, parlant de ce réseau et d'autres entreprises de chemins de fer, il nous a dit que c'était "de sales babies libéraux". Quand le Transcontinental était en exploitation, lorsque le ministre a pris le portefeuille des Finances, qu'a-t-on fait de ce vaste réseau qui devait relier l'Ouest à nos ports de l'Atlantique, transporter le grain de l'Ouest pour 7 cents meilleur marché par boisseau que tout autre chemin de fer, et qui devait raccourcir de centaines de milles la route à nos ports maritimes? Ne sont-ce pas les capitalistes et les financiers sans scrupule de Toronto qu'il faut blâmer? On a dit que tout notre grain s'acheminait vers New-York. Si nos prévisions relativement au transport du grain de l'Ouest, à nos ports maritimes ne se sont pas réalisées, si le Transcontinental n'a pas réussi, qui en est responsable? Le ministre des Finances nous accuse, nous libéraux, de manquer de patriotisme. Dans quelle catégorie faut-il placer ceux qui ont ruiné ce réseau? Le ministre croit-il qu'en présence de tels faits, je vais lui permettre de nous faire la leçon? Pas le moins du monde. Nous connaissons les faits et tout ce qui se rattache à l'administration de l'Intercolonial, cet éternel scandale national, comme on le dit quelquefois. **Le ministre des Finances** semble nous dire: "croyez-moi sur parole". Le ministre, quand il prend cette attitude, me remet en mémoire cette femme, réprimandée un jour par son mari. Qu'elle fut fautive ou non, je ne le saurais dire; mais son mari l'avait accusée et elle répondit "non, je ne l'ai pas fait". "Vous l'avez fait, répliqua le mari, car je vous ai vu". Et la femme de rétorquer: "Ajoutez foi au témoignage de vos sens plus qu'à ma parole? Alors, vous êtes un drôle d'homme." C'est précisément l'attitude du ministre des Finances: si vous ne me croyez pas, dit-il, quelle sorte de libéraux êtes-vous donc? Le ministre a fait un terrible réquisitoire contre les libéraux, parce qu'ils ont posé des questions. Nous avons hésité et éprouvé des scrupules à adopter tous les articles du bill, en l'absence de renseignements complets. Je dois le dire au ministre, son réquisitoire m'a déplu et je veux, à mon tour, prononcer

[M. Fournier.]

mon petit réquisitoire, et à ceux qui se sentiraient atteints je demanderai de coller ces lignes que je vais citer au fond de leur chapeau, afin de pouvoir le lire souvent. Vous manquez de patriotisme, nous dit le ministre. Eh bien, voici m'a réponse:

Patrician, aristocrat, Tory—whatever his age  
or name,  
To the people's rights and liberties, a traitor  
ever the same.  
The natural crowd is a mob to him, their  
prayer a vulgar rhyme;  
The free man's speech is sedition, and the  
patriot's deed a crime;  
Whatever the race, the law, the land,—what-  
ever the time or throne,—  
The Tory is always a traitor to every class  
but his own.

**M. MANION:** L'honorable député qui m'a précédé et pour qui je professe une sincère amitié, nous a dit que le pays, qui s'est grevé de ces réseaux, n'a reçu guère qu'un citron, une chose sans valeur je ne tiens guère à révoquer en doute l'exactitude de cette affirmation; seulement je ferai observer que si le pays tient à apaiser sa soif financière dans une certaine mesure, ce ne sera qu'en faisant un peu de citronnade à même ce fruit.

C'est la seule observation que j'aie à faire au sujet de la prétendue fraude dont nous aurions été victimes. J'ai, au cours des trois ou quatre derniers jours, suivi le débat sur la question de ce chemin de fer et, autant qu'il m'a été possible de m'en rendre compte, la discussion a roulé plus ou moins sur le principe de la nationalisation. Je n'ai pas l'intention, monsieur le Président, d'imputer aucun motif aux députés qui siègent à votre gauche, parce que si nous remontons dans l'histoire de la nationalisation au Canada, nous pourrions trouver beaucoup à critiquer sur la nationalisation en général. Mais la difficulté c'est que, dans le passé, nous avons mêlé la politique et le favoritisme à la nationalisation. Les deux partis politiques ont agi ainsi, mais j'ai assez confiance dans le Gouvernement actuel et dans les gouvernements futurs pour croire que, à l'avenir, on éliminera du mélange, les deux ingrédients que j'ai nommés—que l'on en finira avec la politique et le favoritisme dans l'administration des chemins de fer de l'Etat et qu'on nous donnera la nationalisation sous sa meilleure forme. Pour moi, le débat sur la question abstraite de la nationalisation est entièrement à côté de la véritable question; quoi qu'on puisse dire au cours de ce débat sur le bon ou le mauvais côté de la nationalisation, il n'en est pas moins vrai que nous possédons aujourd'hui, au Canada, pour près d'un milliard de dol-